

Bulletin d'histoire politique

La pauvreté du débat public à la veille des élections

Michel Sarra-Bournet



Volume 24, Number 1, Fall 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1033388ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1033388ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Sarra-Bournet, M. (2015). La pauvreté du débat public à la veille des élections. *Bulletin d'histoire politique*, 24(1), 5–14. <https://doi.org/10.7202/1033388ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La pauvreté du débat public à la veille des élections

MICHEL SARRA-BOURNET

Membre du Comité de rédaction du Bulletin d'histoire politique

« On a eu tort de massacrer les cours d'histoire. On a eu tort de massacrer l'essentiel de ce qui ouvrirait un peu l'esprit... la géographie, etc. On a maintenant une vision trop superficielle (...) de ce qui se passe ailleurs dans le monde. (...) On reste à la superficie des choses et on ne sait pas très bien ce dont il s'agit. Il y trop d'information et pas assez de formation. L'absence de formation historique est quelque chose de terrible dans une société. Je ne parle pas seulement de l'histoire du pays, mais de l'histoire du monde. On ne peut pas comprendre dans quel monde on vit si on n'a aucune idée de l'histoire. (...) Parce qu'on n'a pas ces perspectives sur le monde, on a tendance à déformer ce qui nous arrive. »

Jacques Parizeau (1930-2015),
le 4 février 2015, en entrevue
avec Michel Lacombe de Radio-Canada

Au moment où sont déclenchées les 41^{es} élections générales depuis que le Canada est une fédération, on entend encore une fois dans les « vox pop » des médias populaires des citoyens s'exclamer « Pas encore des élections ! ». Même si dans le reportage suivant, on décrit avec moult détails la misère des pays en mal de démocratie, le fait qu'une grande partie de la population se détourne du processus électoral n'étonne même plus.

Depuis vingt ans, la participation électorale au Canada suit la tendance inverse du réchauffement atmosphérique. Elle est passée sous les 70 % au fédéral. Elle s'est approchée dangereusement de la barre des 60 % en 2004 (60,9 %) et 2011 (61,1 %) ¹. Les Québécois sont plus actifs au niveau provincial. En 2014, 71,4 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes.

Toutefois, bien qu'elle se soit maintenue au-dessus des 70 % (sauf pour le score catastrophique de 57,4 % enregistré en 2008), la participation des électeurs aux scrutins provinciaux est également en baisse. Nous semblons assister à l'érosion de la démocratie de représentation, avec autant d'impuissance qu'aux changements climatiques.

Bien des jeunes ne trouvent plus dans la politique partisane d'exutoire à leur idéalisme. Il y a lieu de se demander si c'est ce qui en attire certains vers le radicalisme, ici ou ailleurs. En fait, ils délaissent la démocratie de représentation parce qu'ils ne font plus confiance aux organisations politiques établies. Ils s'en détournent pour de nouvelles formes de participation politique. En effet, les groupes représentant les nouveaux mouvements sociaux, qui défendent des enjeux comme l'environnement, les droits humains, la lutte contre la pauvreté, le pacifisme, les rejoindraient davantage tant en raison des causes qu'ils représentent que parce qu'ils offrent une occasion de participation plus ouverte et flexible².

D'aucuns sont à la recherche d'une panacée pour sauver la politique partisane. Mais tous ne sont pas d'accord que l'adoption d'un nouveau mode de scrutin, par exemple, soit le remède à tous les maux³, bien qu'un système traduisant en sièges le vote global des électeurs de manière plus proportionnelle puisse insuffler une dose d'intérêt dans le processus démocratique.

Qui donc est à blâmer pour cette rebuffade contre les institutions ? La perte du sens de l'État des élus ? La rigueur et l'austérité ? La corruption ? La mondialisation ? L'individualisme ? Le matérialisme ? La perte du sens civique des électeurs ? Les médias ? L'école ? Faites votre choix. Et cette liste n'est pas exhaustive. La démocratie nous apparaît malade, victime de complications multiples.

« Democracy is the worst form of Government except all those other forms that have been tried from time to time », avait dit Churchill devant la Chambre des communes britannique, le 11 novembre 1947. Au-delà du cliché, nos institutions parlementaires ont, pendant plusieurs décennies du moins, été le vecteur de grandes réformes, le véhicule de grands progrès. Le désenchantement à leur égard est accompagné d'un phénomène concomitant : un appauvrissement graduel, mais marqué, du débat politique. Pour cela, la classe politique, les médias, les citoyens et les administrations publiques doivent chacun porter une part de responsabilité. Voici quelques exemples.

Les politiciens et le contrôle de l'information

Au cours des dernières années, on a fait grand cas du contrôle de l'information par les cabinets des premiers ministres, de la censure des scientifiques au service de l'État fédéral, de l'appauvrissement des données des

recensements et du dépôt des projets de loi mammoth pour éviter un examen soigné des pièces législatives par les parlementaires et les journalistes. Dans une nouvelle dérive, des ministres conservateurs ont utilisé des images prises par des fonctionnaires lors de leurs activités officielles dans des publicités partisans. Cette tendance est encouragée par l'allongement virtuel des campagnes électorales à toute l'année précédant une élection à date fixe, un phénomène dénoncé par l'ex-directeur général des élections du Canada, Jean-Pierre Kinsley⁴.

Le recours à la publicité est un moyen employé par les partis politiques de contrôler l'information en contournant le filtre des médias. Rappelons que l'utilisation de messages publicitaires durant les campagnes implique également une part importante de fonds publics, étant donné que les partis politiques reçoivent de plus en plus de remboursements et de subventions de toutes sortes.

Les médias et la qualité de l'information

Une bonne information est basée sur des faits solidement établis et expliqués. Or, les médias d'information, le quatrième pouvoir, sont en crise. Partout, on dégarnit les salles de nouvelles, car les tirages et les cotes d'écoute tombent en vrille. On embauche des collaborateurs sans avoir les moyens de vérifier leur compétence et leurs sources⁵. On réduit la taille des articles, on les repique dans les « nouveaux médias » afin que chaque nouvelle puisse être reproduite en chaîne sur Twitter, Facebook et, puisque 10 000 mots ne valent pas une photo, Flickr ou Instagram. De plus en plus, les budgets gouvernementaux sont commentés par des comptables, et les campagnes électorales, par des stratèges. Dès lors, il n'est guère étonnant que les politiciennes et politiciens soient conseillés par des économistes néolibéraux et des faiseurs d'images.

Exit l'article de fond. Il est remplacé par le blogue. Ce mode de diffusion des idées peut parfois s'apparenter à la chronique sérieuse, concise et bien informée. Comme celle où Jean-François Nadeau nous invitait à prendre du recul face au mouvement étudiant du printemps 2015 par un recours à l'histoire, ce corpus de l'expérience humaine. En contrastant l'attitude intempestive d'Octave Crémazie devant les perturbations sociales et politiques dont il était témoin à Paris en 1871, et celle de Michel Chartrand qui, cent ans plus tard, demandait aux manifestants contre la concentration de la presse d'éviter les débordements violents, le chroniqueur renvoie dos à dos les tenants de positions extrêmes⁶. Une société qui oublie recommence constamment au bas de l'échelle.

Or, le blogue est le plus souvent un billet d'humeur qui résulte, comme le déplore le philosophe Jocelyn Maclure, en « une sorte de cacophonie relativiste débilite et désespérante [de] propos volontairement polémiques

ou fortement idéologiques⁷». La liberté d'expression, ce n'est pas pourtant dire ou écrire n'importe quoi. Faut-il baisser les bras pour autant? C'est malheureusement le choix qu'a fait Maclure, après une trentaine de chroniques dans Le blogue Politique de *L'Actualité*.

Les citoyens et leurs sources d'information

Ce que l'on peut lire et entendre pendant les campagnes électorales comme en temps «normal» s'appauvrit donc de plus en plus. Mais encore faut-il que les gens lisent! Or la capacité des électeurs à approfondir les questions politiques est en forte diminution. On observe une segmentation du lectorat et des auditoires. L'information ne se rend plus que dans des groupes de plus en plus restreints. Mais il y a pire.

Dans le recueil d'essais que Gallimard vient de traduire au bénéfice du lectorat francophone, l'écrivain italien Alessandro Barrico déplore la déliquescence de la culture classique au profit des sauts de puce que nous permettent les hyperliens. Nous serions dans le règne de la superficialité et de la facilité. C'est que la lecture demande de l'effort. Mais c'est de cet effort que naît la connaissance⁸. Des chercheurs ont récemment publié une mise en garde contre l'illusion qui consiste à «confondre l'accès à l'information et la maîtrise de cette information». Ce n'est pas parce qu'on a accès à des milliards de pages Web par Google qu'on est devenu plus savant⁹.

On apprend au même moment que nous serions en voie de souffrir collectivement de déficit d'attention. Des chercheurs ont démontré que plus on est adepte de l'information numérique, plus notre attention est forte au début d'une activité, mais plus elle décroît rapidement¹⁰. Dès lors, tout débat politique moins complexe devient intolérable. C'est ainsi que les campagnes électorales sont devenues des batailles de slogans. Il n'est guère plus étonnant qu'une grande partie du public ne s'intéresse aux débats des chefs que durant la première heure, et encore, plusieurs se contentent de chercher «qui a gagné le débat?» le lendemain matin dans les manchettes des journaux imprimés ou télévisés.

Ce qui est inquiétant à moyen terme, c'est qu'une grande majorité des nouvelles générations de citoyens migrent massivement vers le numérique. Certains ne connaissent rien d'autre. Une enquête du CEFRIO (Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations, à l'aide des technologies de l'information et de la communication – TIC), auprès de 2 200 membres de la «génération C», des Québécois de 12 à 24 ans au moment de l'étude, fin 2008, début de 2009, nous indique comment les jeunes vivent aujourd'hui leur engagement civique: «Ils se servent de réseaux sociaux comme Facebook pour sensibiliser leurs amis à certaines causes, ils signent des pétitions en ligne ou ils se servent de l'information

trouvée sur le Web pour acheter des articles qui semblent avoir été produits de manière acceptable sur le plan social ou environnemental¹¹. » Le CEFRIO plaide pour un plus grand usage des TIC dans les salles de classe. Il convient toutefois de se demander si elles font partie de la solution ou si elles contribuent elles-mêmes au problème.

La pusillanimité de nos administrations publiques

Au moment même où on commençait à s'inquiéter de la surabondance d'information de mauvaise qualité, le ministère de l'Éducation a voulu apprendre aux élèves à construire eux-mêmes leur savoir, au lieu de renforcer la transmission des connaissances communes. Le *Bulletin d'histoire politique* a souvent et longuement abordé les effets pervers de la réforme de l'éducation en histoire, en particulier ceux qui résultent de la fusion de l'enseignement de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté. Ce faisant, le MELS a peut-être voulu éviter de surcharger la grille des matières, mais il aurait mieux valu, comme en France, séparer les cours d'histoire et de compétence civique.

Des correctifs sont en cours. Le rapport de Jacques Beauchemin et Nadia Fahmy-Eid, rédigé à la suite de consultations visant la refonte du programme d'histoire du Québec et du Canada en 3^e et 4^e années du secondaire, indique que l'amalgame de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté «encourage une histoire directive, destinée à inculquer des valeurs morales grâce à des interprétations choisies, mais discutables, du passé¹². » À cela s'ajoute la difficulté d'évaluation de la troisième compétence disciplinaire, celle qui veut faire en sorte que les cours d'histoire améliorent les compétences civiques des élèves¹³. Toutefois, les auteurs ne vont pas jusqu'à remettre en question cette jonction. Ils ne font que demander «que les compétences 1 et 3, sans être éliminées, soient formulées de manière plus nuancée¹⁴. »

Que faire, alors ?

L'Institut du Nouveau Monde (INM) est un organisme fondé en 2003, qui a pour objectif d'augmenter la proportion de citoyens qui participent ainsi que la qualité du débat public, de contribuer au renforcement du lien social et de valoriser les institutions démocratiques. En février 2013, le secrétaire général associé aux Institutions démocratiques et à la Participation citoyenne du gouvernement a confié à l'INM le mandat de produire un état des lieux des mécanismes de participation citoyenne. On y lit que «le développement des compétences civiques se concrétise à travers des programmes d'encouragement à la participation civique, de promotion du pluralisme des idées, d'information sur le fonctionnement des institutions

québécoises, d'information sur les droits politiques, de sensibilisation aux enjeux de la vie démocratique, etc.¹⁵ ». Ce sont des conditions sine qua non pour atteindre une participation de qualité au débat public.

En 2004, Henry Milner publiait une vaste étude sur la compétence civique. Pour le politologue, celles-ci correspondent « aux compétences et aux habiletés dont disposent les citoyens pour comprendre le monde politique », et conduisent à « la volonté et la capacité de s'impliquer dans le discours public et d'évaluer la performance de ceux qui occupent des postes politiques¹⁶ ». Il développe le concept de « redistribution intellectuelle » qui plus encore que la redistribution matérielle favorise la compétence civique. Dans le très inspirant ouvrage publié sous la direction de Stéphane Paquin et Pierre-Luc Lévesque sur la social-démocratie, il approfondit le sujet en comparant le Québec, le Canada et les pays nordiques. Il conclut que pour développer les assises de la compétence civique, il faut inculquer aux étudiants « la lecture des journaux et des livres, la fréquentation des bibliothèques, la lecture et l'emploi de divers types de cartes géographiques, la rédaction, etc.¹⁷ »

* * *

À l'aube de la campagne électorale fédérale, beaucoup de citoyens ont perdu intérêt à la politique. L'appauvrissement du débat public, que l'on peut voir comme une cause ou comme une conséquence de ce phénomène, en est un signe indéniable. Le discours politicien fondé sur l'image et les slogans, la crise des médias qui confine au superficiel et à l'instantané, et le déficit d'attention des citoyennes et citoyens, qui trouvent mieux à faire que de réfléchir aux enjeux communs, font partie du problème. La démocratie telle que nous la connaissons est en danger. Il faut agir avant qu'elle ne se délite. Or, il est loin d'être clair que le tout au numérique et les cours d'histoire et d'éducation à la citoyenneté renverseront cette tendance. Il faut penser à l'éducation civique. Et cela ne sera possible qu'en revalorisant la lecture.

En 2012, l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature en 2010, publiait *La civilización del espectáculo*, un réquisitoire contre le cynisme politique provoqué par la décadence culturelle liée à l'ère du divertissement¹⁸. Mais au moment où le taux d'analphabétisme fonctionnel est encore élevé, que le livre est en crise¹⁹, devons-nous considérer que le combat de la lecture en est un d'arrière-garde, qu'il est perdu d'avance, ou devons-nous relever le défi ? La démocratie ne peut pas prospérer sur l'ignorance. Pour contribuer à enrichir de nouveau la vie démocratique et le débat public, il y a beaucoup à rebâtir. Avec nos enfants, rangeons nos téléphones « intelligents » et nos tablettes. Ressortons nos livres de contes, car la lecture s'apprend dès le berceau²⁰.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ces chiffres sont pour l'ensemble du Canada. Les électeurs québécois ont voté dans une proportion de 63,5% aux élections fédérales de 2011, soit un peu plus que l'ensemble. Cet écart se maintiendra-t-il, étant donné que nous entendons peu parler d'Ottawa depuis la quasi-disparition du Bloc québécois?
2. Voir à ce sujet Valérie-Anne Mahéo, « La participation politique des jeunes se trouverait-elle ailleurs? », *Cahiers du 27 juin*, 4, 1, printemps 2011, p. 54-57.
3. Laurence Belcourt, « La proportionnelle, une fausse bonne idée », *Le Devoir*, le 2 mai 2015. Voir aussi *Louis Bernard. Entretiens* (avec Michel Sarra-Bournet), Montréal, Boréal, 2015, p. 58-61.
4. Hélène Buzzetti, « L'ancien DGE Kingley déplore les élections à date fixe », *Le Devoir*, 27 mai 2015.
5. Valerian Maztaud, « L'affaire Bugingo secoue les médias », *Le Devoir*, 25 mai 2015.
6. Jean-François Nadeau, « Depuis Crémazie », *Le Devoir*, 20 avril 2015.
7. Jocelyn Maclure, « Pourquoi chroniquer? », *L'Actualité, Le blogue Politique* (en ligne), le 29 avril 2015.
8. Alessandro Barrico, *Les Barbares. Essai sur la mutation*, Paris, Gallimard, 2014, 223 p.
9. Voir Fabien Deglise, « Google et le leurre de l'intelligence », *Le Devoir*, 23 avril 2015.
10. Susan Krashinsky, « Advertisers cash in on attention spans of digitally savvy Canadians », *Globe and Mail*, 11 mai 2015.
11. « La génération C et l'impact des TIC », *Génération C*, 1, 4, mai 2011, p.6.
12. *Québec, Le sens de l'histoire. Pour une réforme du programme d'histoire et éducation à la citoyenneté de 3e et 4e secondaire, Rapport final à la suite de la consultation sur l'enseignement de l'histoire*, Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, mars 2014, p.16.
13. Depuis la réforme des années 2000, les trois compétences disciplinaires en histoire et éducation à la citoyenneté sont : 1) Interroger les réalités sociales dans une perspective historique ; 2) Interpréter les réalités sociales à l'aide de la méthode historique ; 3) Construire sa conscience citoyenne à l'aide de l'histoire.
14. *Québec, le sens de l'histoire...*, *op. cit.*, p. 43.
15. Institut du Nouveau monde, *État des lieux des mécanismes de participation au Québec*, Montréal, 8 mai 2014, p. 7.
16. Henry Milner, *La compétence civique: comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, p.13.
17. Henry Milner, « Les compétences civiques scandinaves », dans Stéphane Paquin et Pierre-Luc Lévesque (dir.), *Social-démocratie 2.0. Le Québec comparé aux pays scandinaves*, Montréal, Presses de l'Université Laval, 2014, p. 156.
18. Mario Vargas Llosa, *La civilisation du spectacle*, Paris, Gallimard, 2015, 240 p.
19. Antoine Robitaille, « Nombre de « grands lecteurs » en baisse – Disparition évitable », *Le Devoir*, le 18 février 2013.
20. Ce texte est dédié à ma petite-fille Laurie.

Remerciements aux évaluateurs externes du *BHP* (volumes 21-23)

Depuis toujours, l'équipe du *Bulletin d'histoire politique* examine attentivement tous les textes qui lui sont soumis. Cependant, à partir du volume 21 (2012-2013), la revue a mis en place un système d'évaluation des articles scientifiques à l'externe et en double aveugle.

Ce processus présente un avantage certain tant pour les lecteurs que pour les auteurs de la revue, car chaque article scientifique, avant publication, est confronté à la lecture attentive de deux experts, en plus de celle des membres du Comité de rédaction.

Nous tenons ici à remercier vivement les évaluateurs qui ont accepté de donner de leur temps au *BHP* au cours des trois dernières années :

Olga Alexeeva, UQAM
Pierre Anctil, U. Ottawa
Bernard Andres, UQAM
Normand Baillargeon, UQAM
Frédéric Bastien, Collège Dawson
Jacques Beauchemin, UQAM
Lucille Beaudry, UQAM
Éric Bédard, Têluq
Marcel Bellavance, CMR St-Jean
Joel Belliveau, U. Laurentienne
Pablo Bernard, U. Versailles Saint-
 Quentin-en-Yvelines
Serge Bernier, UQAM
Harold Bérubé, U. Sherbrooke
Louise Bienvenue, U. Sherbrooke
Aimé-Jules Bizimana, UQO
Christian Blais, Assemblée nationale
 du Québec
Frédéric Boily, U. Alberta
Claude-Yves Charron, UQAM

Jérôme Cotte, UdeM
Maurice Couture, UQAM
Bruce Curtis, U. Carleton
Marc-André Cyr, UQAM
Bernard Dagenais, U. Laval
Bernard Dansereau, historien
Magali Deleuze, CMR Kingston
Stéphanie Demers, UQO
François Deschamps, historien
Jules Duchastel, UQAM
Pascale Dufour, UdeM
Robert Edelman, U. of Calif.
 San-Diego
Magda Fahrni, UQAM
Pierre Foucher, U. Ottawa
Donald Fyson, U. Laval
Gilles Gagné, U. Laval
Mona-Josée Gagnon, UdeM
Gilles Gallichan, Assemblée nationale
 du Québec

Raphaël Gani, U. Laval
Benoit Gaumer, UdeM
Xavier Gélinas, Musée canadien de
l'histoire
Yves Gingras, UQAM
Jean-François Godbout, UdeM
Jean-Herman Guay, U. Sherbrooke
Julie Guyot, historienne, Éd. du
Septentrion
René Hardy, UQTR
Matthew Hayday, U. Guelph
Karine Hébert, UQAR
Martin Hébert, U. Laval
Gilles Janson, UQAM
Renée Joyal, UQAM
Louise Julien, UQAM
Pierre Lanthier, UQTR
Guy Laperrière, U. Sherbrooke
Frédéric Laugrand, U. Laval
Michel Lavoie, U. Sherbrooke
Monique Lebrun-Brossard, UQAM
Frédéric Lemieux, Assemblée
nationale du Québec
Nathalie Lewis, UQAR
Paul-André Linteau, UQAM
Jonathan Livernois, U. McGill
Richard Marcoux, U. Laval
Dominique Marquis, UQAM
Marcel Martel, U. York
Benoît Melançon, UdeM
Samy Mesli, UQAM
Sean Mills, U. Toronto
Denis Monière, UdeM
Éric Mottet, UQAM
Viviane Namasté, U. Concordia
Alain Noël, UdeM
Patrick-Michel Noël, U. Laval
Jean-Charles Panneton, historien
Christelle Paré, INRS
Réjean Pelletier, U. Laval
Jacques Pelletier, UQAM
Christian Poirier, INRS
Claire Poitras, INRS
Jules Racine St-Jacques, U. Laval
Béatrice Richard, CMR St-jean
Lucie Robert, UQAM
Ira Robinson, U. Concordia
François Rocher, U. Ottawa
Jacques Rouillard, UdeM
Louis Rousseau, UQAM
Alain Roy, Bibliothèques et archives
du Canada
Catherine Saouter, UQAM
Gwenn Scheppler, U. Laval
Isabelle Sommier, U. Paris I
Nicolas Tessier, historien
Joseph-Yvon Thériault, UQAM
Marie-Claude Thifault, U. Ottawa
Yves Tremblay, ministère de la
Défense
Alexandre Turgeon, U. Laval
Yves Vaillancourt, UQAM
Sébastien Vincent, historien
Caroline Zéau, U. de Picardie